



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Pôle environnement et procédures publiques

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire
n°65-2019-11-04-006**

**modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation
du 19 mai 2016, autorisant la S.A.S CARRIÈRES
PLO à exploiter une carrière de marbre
au lieu-dit « Hayau », sur la commune d'ILHET
et complétant les dispositions de l'arrêté
complémentaire du 25 juin 2019.**

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, R-181-45 et R-181-46 ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mai 2016, autorisant la S.A.S CARRIÈRES PLO à exploiter une carrière de marbre au lieu-dit « Hayau », sur la commune d'ILHET ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2018-10-18-006 du 18 octobre 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 2016, autorisant la S.A.S CARRIÈRES PLO à exploiter une carrière de marbre au lieu-dit « Hayau », sur la commune d'ILHET ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2019-06-25-001 du 25 juin 2019, autorisant la S.A.S CARRIÈRES PLO à exploiter une carrière de marbre au lieu-dit « Hayau », sur la commune d'ILHET ;

Vu les pièces présentées le 5 mars 2018, complétées le 31 mai, les 18, 22 et 27 juin et en dernier lieu le 14 septembre 2018 par lesquelles la S.A.S CARRIÈRES PLO sollicite l'accord préalable du préfet à la création de la piste tel que prévu à l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mai 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées n°2019 65 502 du 22 octobre 2019 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

CONSIDÉRANT que les éléments fournis répondent aux demandes de l'inspection formulées dans les rapports susvisés ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prescrire les conditions dans lesquelles le démarrage des travaux de la piste peuvent avoir lieu ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral définitif statuant sur la demande susvisée a été communiqué au pétitionnaire par courriel en date du 22 octobre 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant, par courriel en date du 22 octobre 2019, a déclaré ne pas avoir de remarques à formuler sur le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

À compter de la notification du présent arrêté, la S.A.S CARRIERES PLO est autorisée à démarrer les travaux de la piste permettant l'accès au sommet de la carrière, pour les tronçons « 2b; 3 ; épingle Est et 4 » compris entre les profils P10 à P45, selon les plans et profils d'exécution CAZAL version K du 26 juillet 2018. Le déroulé des travaux devra respecter les préconisations de l'annexe B du dossier d'études géotechnique concluant sur la stabilité générale du site.

ARTICLE 2 :

À l'article n°2 de l'arrêté préfectoral n°65-2019-06-25-001 du 25 juin 2019, sont ajoutés les alinéas suivants :

Le démarrage des travaux de la piste est conditionné :

- [...] durant les points d'arrêts du chantier lors de la réalisation des études complémentaires, l'entreprise pourra déplacer le secteur de travail sur la partie aval ou sur la partie amont.*
- Toute modification dans l'exécution des travaux de création de la piste doit faire l'objet d'un avis préalable et favorable du géotechnicien (Antéa Group) et du préfet.*
- L'accès au chantier par les pistes forestières devra faire l'objet de l'accord préalable du propriétaire et du gestionnaire de cette voie d'accès.*

ARTICLE 3 :

Les travaux de la piste restent soumis aux dispositions de l'article « 24.4.4 – Protection du milieu - Suivi géotechnique »

ARTICLE 4 :

Une copie du présent arrêté sera déposée en la mairie d'ILHET pour y être consultée par tout intéressé. Une copie du présent arrêté ou un extrait, sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le soin du maire concerné. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 5 :

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Pau (soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex) soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune d'ILHET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée pour notification à la SAS CARRIÈRES PLO et pour information à la Sous-Préfète de Bagnères-de-Bigorre.

TARBES, le - 4 NOV. 2019

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Samuel BOUJU